
**ARRETE 2019-168 PORTANT DÉSIGNATION DES MEMBRES DU JURY
D'EXAMEN DE LA LICENCE PROFESSIONNELLE
DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DE TERRITOIRES
ANNÉE UNIVERSITAIRE 2019 - 2020**

*Vu le Code de l'éducation,
Vu le décret n° 2011-1299 du 12 octobre 2011 portant création du Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte,
Vu le Règlement Intérieur du CUFR de Mayotte,
Vu l'Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la Licence professionnelle,
Vu l'Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national du master,
Vu l'Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence.
Vu l'Arrêté 2019-86 portant désignation des responsables de département, coordinateurs de filières et référents du CUFR de Mayotte*

Le directeur du Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte

ARRETE

Article 1

Le jury des examens de la licence professionnelle mention Développement de Projets de Territoires, du département DROIT-ÉCONOMIE-GESTION, 1^{er} et 2^{ème} semestres – 1^{ère} et 2^{ème} sessions, pour l'année universitaire 2019-2020, est composée de :

Membres titulaires :

1. M. Thomas M'SAÏDIÉ, MCF en droit public
2. M. Vincent ROUX, PRAG en économie-gestion
3. M. Léopold AYITE, PRCE en informatique

Membres suppléants :

1. Mme Karine MERCIER, contractuelle
2. M. Antoine HOCHET, MCF en anthropologie
3. M. Laurent CHASSOT, MCF en droit privé

Président du jury : M. Thomas M'SAÏDIÉ

Article 2

Le présent arrêté est valable pour l'année universitaire 2019-2020.

Article 3

Le Responsable du département Droit-Économie-Gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs du CUFR de Mayotte.

Fait à Dombeni, le 18 Novembre 2019

Aurélien SIRI



Directeur du CUFR de Mayotte

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière vous pourrez former :

- soit un **recours administratif**, gracieux devant l'autorité auteur de la décision (directeur d'établissement)

- soit un **recours hiérarchique** devant le ministre chargé de l'enseignement supérieur (direction générale des ressources humaines).

Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision si vous souhaitez pouvoir former un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours gracieux.

Celui-ci est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration.

Vous disposez alors de deux mois pour former le recours contentieux. Si une décision expresse vous est notifiée dans les quatre mois suivant votre recours gracieux, vous disposez de deux mois à compter de la notification de cette décision expresse, pour former le recours contentieux.

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mamoudzou ou devant le Conseil d'Etat si vous êtes professeur de l'enseignement supérieur, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. »